

Le pouvoir aux travailleurs

18 Janvier 2003

N° 95

Prix : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- TABLE RONDE DE PARIS: VERS QUELLE SORTIE DE CRISE ?	2
- PAROLES D'ASSASSINS !	3
- LEUR COTE D'IVOIRE, UN PAYS DE CHARNIERS !	4
- RENCONTRE DES MUSULMANES ET DE Mme GBAGBO	4 - 5
- LA COTE D'IVOIRE SUR LA VOIE DU LIBERIA ?	5 - 7
- SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DE "ROSIERS".....	8 - 9
- ENRÔLEMENT DE 3000 JEUNES : ALERTE AUX "ZINZIN-BAHEFOUE" BIS !	9
- ATTECOUBE "MOSSIKRO": LES FORCES DE L'ORDRE TERRORISENT ET DÉVALISENT LES HABITANTS	10
- FOUILLES POLICIÈRES : EXACTIONS ET RACKET EN TOUTE IMPUNITÉ !	10
- DÉGUERPISSEMENT DU PLATEAU : LE MAIRE PENSE-T-IL AUX MOINS NANTIS ?	11
- LE SORT DES PATRONS INQUIÈTE BIEN PLUS LE GOUVERNEMENT !	11 - 12
- LA SITUATION DES TRAVAILLEURS SE DÉGRADE AVEC LA CRISE !	12
- PRIÈRE DE RÉGLER LES SALAIRES DES ENSEIGNANTS !	12
- NON A LA GUERRE IMPÉRIALISTE CONTRE L'IRAK !	13

TABLE RONDE DE PARIS: VERS QUELLE SORTIE DE CRISE?

La rencontre de Paris, c'est pour permettre aux uns et autres de s'expliquer et de s'entendre sur "*une solution de sortie de crise*", nous dit-on. En tout cas, en organisant cette rencontre, il est clair que l'impérialisme français a décidé de prendre les choses en main. Il veut obliger les différents protagonistes à s'entendre, s'ils veulent avoir une chance de participer au partage du gâteau au sortir de cette "*crise*". Le gâteau étant les places à prendre au sein de l'appareil d'Etat. Or, le partage de ce gâteau est la principale raison d'être de cette guerre.

La guerre en Côte d'Ivoire a pour principale origine, justement, la lutte pour le pouvoir entre Gbagbo, Bédié, Guéi et autres Ouattara. Chacun ayant derrière lui son propre clan.

Mais les puissances impérialistes, elles, ne l'entendent pas de cette oreille. La guerre, aujourd'hui, n'arrange pas leurs affaires. Elles ne sont pas prêtes à sacrifier leurs intérêts pour satisfaire les intérêts d'un clan contre un autre; d'un de leurs serviteurs contre un autre. Parce que pour l'impérialisme, la personne de Gbagbo, de Bédié et de Ouattara, ne représente justement rien de plus que cela. Et chacun sait quelle considération un patron a vis à vis de son serviteur dès que celui-ci ne fait plus l'affaire. Or, l'essentiel pour le monde des affaires, c'est qu'il puisse faire des affaires. Et les affaires sont d'autant plus bonnes pour les patrons que la "*paix*" et la "*stabilité*" règnent dans le pays.

Alors, Gbagbo a réussi jusque-là à faire en sorte que les ouvriers, les travailleurs en général, acceptent leur sort. Il a dû, pour cela, faire parfois usage des forces armées. Il n'a pas, par contre, réussi à installer une certaine stabilité. Le pays est divisé en 3 ou 4 zones contrôlées par des factions armées différentes. Plus le temps passe et plus il se révèle incapable de reprendre du terrain sur les zones rebelles malgré l'appui de fait des troupes françaises.

Les conséquences de la guerre en morts d'hommes, en souffrances pour les populations sont énormes. Mais ils ne rentrent pas en considération dans le froid calcul des intérêts capitalistes qui sont en jeu.

Qu'est-ce qui sortira de la table ronde de Paris? Des concessions seront-elles imposées aux uns et aux autres pour ramener un semblant de paix? Sur quel terrain réussiront-ils à s'entendre? Ce qui sortira de cette table ronde est une chose. Quant à trouver une solution à long terme, cela en est une autre. L'impérialisme français n'a que faire des massacres qui s'y déroulent. Son principal souhait n'est-il pas de pouvoir s'assurer de bonnes affaires en Côte d'Ivoire, en maintenant les conditions de pillage entraînant inévitablement la pauvreté? Or, l'impérialisme sait que la pauvreté et la misère engendrent fatalement les massacres dont les populations payeront le prix!

PAROLES D'ASSASSINS!

"Nous gagnerons la guerre, quel qu'en soit le prix à payer". Ce sont-là les propos tenus au début du mois de décembre dernier par Bertin Kadet, l'homme de main de Gbagbo chargé de la défense. C'est par ce genre de propos qu'on voit à quel point ces gens-là se moquent bien des énormes difficultés que vivent les populations; difficultés aggravées avec la guerre. Mais qu'importe à tous ces gens-là, que les populations souffrent!

Parce que le *"prix à payer"*, ce ne sont ni les Bertin Kadet et encore moins les Gbagbo, les Bédié ou les Ouattara qui le paient. Eux, ils se contentent de ramassez le pognon! Tout le monde sait que lorsque ces gens-là se sentent en danger, ils ont les moyens, en argent et en relations, pour passer des jours plus tranquilles ailleurs dans un autre pays. C'était le cas de Bédié, hier et celui de Ouattara, une nouvelle fois, aujourd'hui!

Même un Yao Yao Jules, quel *"prix"* paie t-il donc dans cette guerre? On apprend à travers ses propres déclarations qu'il a obtenu un avancement en salaire il y a 3 mois. Autant dire que les gens comme lui trouvent mieux leur compte avec la guerre! On comprend, alors, pourquoi tous ceux-là crient des *"hauts les coeurs"*, pour, ne pas dire, *"vive la guerre"*! D'autant plus fort que, même lui, sa famille est en France! Alors, que doit-on penser de ses supérieurs

hiérarchiques, ces généraux habitués à s'engraisser depuis l'indépendance? Pour tous ces gens-là, c'est facile de dire qu'ils veulent gagner la guerre *"quel qu'en soit le prix"*, puisque, finalement, ce n'est ni eux qui la font, ni eux qui la paient!

D'ailleurs, quel est le principal enjeu de cette guerre, sinon la préservation des privilèges pour les uns et le retour à la mangeoire pour les autres? Eh oui! Etre président de la République, Premier ministre, ministre tout court, ça gagne plusieurs millions de francs par mois! Ce n'est pas pour rien que les Ouattara et autres Bédié frappent déjà à la porte. Et ce n'est pas pour rien non plus que les Bertin Kadet ne veulent pas leur céder leurs places. Voilà, la principale cause de cette guerre! Tout le baratin sur la *"défense de la patrie"*, la *"souveraineté nationale"*, pour les uns, *"la démocratie"* et la *"justice"*, pour les autres, c'est pour tromper leurs partisans respectifs.

Ce qui est certain, c'est que cette guerre, elle se fait sur la peau des populations pauvres! Ce sont elles qui meurent; qui sont obligées de fuir en laissant tout derrière elles; qui perdent leur travail; qui vivent dans l'insécurité dans les quartiers; qui n'arrivent même plus à se nourrir! Alors, non, cette guerre n'est pas celle des travailleurs et des pauvres. Quelle qu'en soit l'issue, ils sont déjà les grands perdants!

LEUR COTE D'IVOIRE, UN PAYS DE CHARNIERS!

En octobre 2000, les hauts dignitaires du FPI sablaient le champagne pour fêter leur accession au pouvoir, en même temps que le pays découvrait le fameux charnier de Yopougon.

Ce massacre, comme il a été prouvé par la suite, a été l'oeuvre des "valeureux" gendarmes qui venaient de porter Gbagbo au pouvoir. Aucun d'entre eux n'a été condamné après une parodie de justice. Ce charnier, on se souvient, était composé d'innocentes victimes qui avaient le seul tort d'être originaires du Nord.

Depuis le 19 septembre 2002, après 4 mois de guerre, nous voilà déjà avec plusieurs autres charniers: celui de Monoko-Zohi, de Man, de Bouaké, sans parler de tous ceux qui ont été enterrés à Daloa ou ailleurs et aussi tous ceux massacrés lors des bombardements comme celui de Menokro, dans la région de Béoumi.

Comme à son habitude, le gouvernement s'est empressé de dégager ses responsabilités et celle des Fanci, même après le massacre de Monoko-Zohi, dans la région de Vavoua, où l'on a retrouvé un charnier de 120 corps et des témoignages accablants

contre les Fanci.

"Nos forces n'ont pas l'habitude d'enterrer leurs morts dans les fosses communes", a déclaré Bertin kadet, ministre délégué à la défense, qui prend ses ordres directement auprès de Gbagbo; avant d'ajouter, par contre, allez donc voir à Bouaké chez les rebelles.

Il est vrai que ce ne sont pas ces forces armées, qui ne savent même plus cirer leurs propres rangiers (puisque ce sont les ciriers de chaussures qui le font à leur place) qui pourraient creuser ces fosses communes! Là encore, des témoins affirment qu'ils ont obligé des jeunes à le faire à leur place. Quant à eux, ils se contentent de tirer à la *"Kalach"* sur des *"personnes ligotées"*!

Si de ce côté-ci du front la réalité est celle-là, il n'en va pas différemment de l'autre côté, celui des rebelles. Ainsi, *"86 corps de gendarmes"* ont été découverts dans une fosse commune à Bouaké. Il est clair que les soldats rebelles, auteurs de ce massacre, ne se comportent pas mieux que leurs collègues de ce côté-ci de la ligne de front. Après tout, n'ont-ils pas appartenu, eux tous, au même corps des Fanci, entraîné par les mêmes généraux?

RENCONTRE DES FEMMES MUSULMANES ET DE Mme GBAGBO

Lors de cette rencontre qui a eu lieu le samedi 21 décembre, les propos de Mme Gbagbo peuvent se résumer ainsi: pourquoi les gens du Nord

collaborent et accueillent-ils bien les rebelles?

La première dame sait très bien que si telle est sa préoccupation, elle

doit chercher dans la politique de son gouvernement, la réponse! Parce que ce gouvernement, avec sa politique xénophobe, avec ses forces de l'ordre gagnées par la xénophobie et la haine ethniste, ont poussé certaines gens du Nord à avoir de la sympathie vis à vis des rebelles. Pourtant il est clair que ces rebelles et ceux qui les commanditent ne valent pas mieux que ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui. Ils sont probablement pires!

Les populations du Nord se sentent rejetées et exclues dans ce

pays. Les autorités ne leur reconnaissent pas leur nationalité pour des raisons purement démagogiques et xénophobes. Très souvent, les documents administratifs leur sont refusés sous le prétexte de leur origine incertaine ou souvent ils ont plus de papiers à fournir contrairement aux autres ethnies. Il faut ajouter à cela brimades et assassinats qu'ils subissent et dont les coupables restent impunis. Comment ne pas comprendre, dans ce cas là, que pour ces populations, ces rebelles assassins représentent un espoir?

LA COTE D'IVOIRE SUR LA VOIE DU LIBERIA?

Le journal Fraternité Matin du 27 décembre 2002 a réalisé un reportage intéressant sur le Libéria. Il donne une idée de ce que pourrait devenir la Côte d'Ivoire de demain si elle continue dans cette voie. Il y a, en effet, quelques similitudes entre la situation à l'origine de la catastrophe au Libéria et la situation préoccupante actuelle en Côte d'Ivoire. La faillite actuelle du Libéria est causée, comme on le sait, par les luttes armées qui s'y sont déroulées entre les différentes factions rivales en compétition pour le pouvoir et les guerres inter-ethniques qui s'y sont produites par des appareils militaires officiels ou des bandes armées interposées, comme en Côte d'Ivoire. Les populations de ce pays ont vécu des massacres sans précédent et des souffrances qu'on ne peut même pas imaginer.

Le reportage du journal sus-mentionné, d'où nous relèverons de longs passages, raconte bien ce qu'il reste aujourd'hui de ce pays.

Le parallèle entre le Libéria et la Côte d'Ivoire est d'autant plus effarant que les populations qui y vivent sont à peu près les mêmes et il s'y déroule ici aussi une lutte pour le pouvoir, depuis la mort de Houphoët Boigny, entre les différents prétendants, avec son aboutissement dans la guerre que connaît la Côte d'Ivoire depuis quatre mois.

Bien sûr, nous n'en sommes pas encore, en Côte d'Ivoire, au stade des massacres impliquant directement des ethnies ou des groupes ethniques entre elles. Mais même si on est peut-être encore loin de là, personne ne peut nier que le chemin emprunté par les événements actuels y mène directement. Déjà, dans les quartiers populaires, même à Abidjan et certainement bien plus encore dans les villes où les combats se sont déroulés tel que Bouaké, Daloa ou Man, les populations, vivent-elles dans la même entente que par le passé? Il faut bien

comprendre qu'au Libéria aussi les différentes ethnies s'entendaient entre elles, sans vouloir nier que la couche dominante au temps de Tubman était composée d'Africains d'origine américaine qui avaient à peu près tous les droits sur les autres ethnies. Mais les choses ont pris une autre tournure lorsqu'un certain Samuel Doe, un jour, décide de massacrer l'ethnie de celui qui avait tenté un coup d'Etat contre son régime. A partir de là, les choses s'enchaîneront pour aboutir à ce que l'on connaît aujourd'hui. C'est dire que dans certaines circonstances, il n'en faut pas beaucoup pour que l'engrenage de la haine se mette en branle et entraîne des populations dans des massacres inimaginables auparavant.

"Est-ce que vous savez ce que vous êtes en train de faire en Côte d'Ivoire", demande un Libérien au reporter de Fraternité Matin? "Quand nous commençons notre guerre en 1989 nous croyons que ce serait une affaire rapide. Et voici 12 ans que nous cherchons à en sortir sans pouvoir trouver la porte de sortie". Ici en Côte d'Ivoire, qui pouvait penser que ce qui a été au départ une mutinerie, allait durer quatre mois?

Au Libéria, Samuel Doe de l'ethnie Krahn (Guéré) parvint au pouvoir après un coup d'état en 1980, contre un pouvoir basé sur les Congo (*"fondateurs du Libéria et anciens esclaves libérés"*). Plus tard, un certain Général Quiwonkpa, de l'ethnie Gyo (Yacouba) tenta à son tour un coup d'état contre Samuel Doe. Il échoua. En même temps que ce général, Samuel Doe massacra au passage un grand nombre d'autres Yacouba. Quelques années plus tard, en décembre 1989,

une rébellion partie de la Côte d'Ivoire fut dirigée par un certain Charles Taylor. Elle pris le chemin pour la conquête de Monrovia. Cette rébellion s'appuyait sur l'ethnie Gyo et Mano, un sous-groupe Gyo.

"La guerre prit une tournure ethnique avec d'un côté, les Gyo, les Mano, et les Congo et de l'autre les Krahn et les Mandingo (Dioulà) et tourna au massacre des populations civiles". C'est ainsi que Charles Taylor devint le nouveau maître du Libéria.

Le reporter raconte: *"le samedi 22 décembre nous sommes dans la salle de réception bien climatisée du palais présidentiel libérien à Monrovia. La salle, tout en marbre est illuminée par deux énormes lustres en cristal. Sur le balcon joue un orchestre pendant que les dignitaires du régime du président Taylor causent et plaisantent sur les luxueux tapis en attendant l'arrivée du maître du pays. Il y a Jonathan Taylor, le ministre d'Etat chargé des affaires présidentielles, une sorte de premier ministre, son frère Emmet Taylor, le ministre des travaux publics, tous les deux étant des cousins du président Charles Taylor, Reginald Goodridge le ministre de l'information, de la culture et du tourisme, frère de l'épouse du ministre d'Etat, Monie Captan, le ministre des affaires étrangères, un ministre libano-libérien dont la mère est la cousine de Charles Taylor". Une fois le maître de maison arrivé, "la cérémonie commence par une prière dite par un pasteur. (...) Lorsqu'il prend la parole, il commence lui aussi par une autre prière". Ensuite, il parle des libériens rebelles qui luttent "contre leur propre pays", avant de lancer un couplet dans le même genre comme sait le faire Simone Gbagbo ou les "jeunes patriotes" contre la France, pour*

galvaniser leur foule: "nous devons résister comme nos ancêtres ont résisté pour que ce pays ne soit jamais colonisé", dit le président, contre les Etats Unis.

Si le tableau sur le palais présidentiel est féérique, le pays est, lui, en ruine, entre les mains de bandes armées:

"Il n'y a plus d'électricité au Libéria depuis que la guerre a touché ce pays il y a 12 ans. Seuls les privilégiés possèdent des groupes électrogènes. Il n'y a plus d'eau courante non plus. (...) Il faut se dépêcher de rentrer (le soir) car à partir de 21 heures, les barrages sont installés sur les principales voies de Monrovia. La guerre est aux portes de la capitale libérienne. (...) Les fonctionnaires n'ont pas été payés depuis onze mois. Les salaires (mensuels pour les travailleurs) nagent autour de mille francs CFA. (le salaire officiel d'un ministre tourne autour de 20.000 Fr CFA par mois) (...) Le coût de la vie est nettement plus élevé qu'à Abidjan. Par exemple un sachet d'eau coûte 75 francs, et un plat de riz à la sauce feuille de patate, l'aliment de base, coûte environ 900 francs CFA (...) (Pendant que) certains ministres ont jusqu'à six véhicules de grandes marques dans leur parc auto et ils vivent tous dans de grandes villas neuves. (...) Les grosses villas sont d'ailleurs ce qu'il y a eu de nouveau à Monrovia depuis le début de la guerre il y a douze ans. (...) Les chantiers arrêtés à cause de la guerre n'ont toujours pas repris. (...) L'économie est en ruine. (...) Il ne reste plus que le bois comme ressource exploitable. Et la forêt libérienne, une des plus riches d'Afrique est en train d'être totalement détruite par les exploitants forestiers. Les

ressources tirées du bois vont directement dans la poche de Charles Taylor et de ses proches. (...) A l'intérieur du pays, les populations vivent dans la terreur de ceux que l'on appelle les "miliciens". Ce sont les anciens combattants du NPFL, la fraction de Charles Taylor. (...) Ils ne touchent pas de salaire et se paient eux-mêmes. (...) L'Unité anti-terroriste (ATU) dirigée par Chucky le fils de Charles Taylor est le maître de Monrovia. Ils tuent, violent, molestent qui ils veulent en toute impunité. (...) Le jour où le président Charles Taylor s'est rendu à Kara pour un sommet sur la Côte d'Ivoire. Le lendemain nous apprenions qu'un policier avait été tué par le fils du président (...) Parce qu'il avait critiqué le pouvoir. (...) Il y a quelques mois, il avait fait battre son chauffeur à mort parce qu'il avait heurté un chien avec sa voiture et le pare-chocs avait été quelque peu endommagé".

Alors, cette vue paraît-elle bien loin de la réalité en Côte d'Ivoire? Pas tant que ça! Bien sûr, dans les quartiers riches d'Abidjan, on ne voit pour ainsi dire aucune différence par rapport à il y a quatre mois. Mais pour les travailleurs, les choses ont pourtant bien changé. Combien sont-ils donc à avoir déjà perdu leur travail ou qui sont en passe de le perdre? Et même ceux qui n'en sont pas pour l'instant menacés, oh combien, la vie est devenue difficile! Et puis, les ingrédients pour que tout ça explose sont là. Les escadrons de la mort sont là. Les assassinats sont là. Les paroles haineuses sont là. Ceux qui parlent de créer des "milices" autour du couple présidentiel sont là et bénéficient même de la une des médias d'Etat. Alors, méfions-nous!

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DU CHANTIER "ROSIERS"

Le 1^{er} août 2002, la direction de cette entreprise a décidé de se débarrasser définitivement de ses travailleurs. Ceux-ci sont en chômage technique depuis 1 an. Parmi eux il y a des travailleurs qui ont plus de 7 ans d'ancienneté. Et la société Sci les Rosiers, pour bien les exploiter avait usé de la ruse des grands exploiters en leur proposant plusieurs formes de contrats pendant toutes ces années. Le jour de leur licenciement collectif, l'entreprise leur a dit qu'ils sont des "tâcherons" et non des travailleurs attachés à elle. Deux mois après la séparation, les travailleurs ont porté l'affaire devant l'inspection de travail qui leur a donné raison en condamnant la direction à leur verser les "droits".

Après les calculs effectués par l'inspection du travail, la direction refusa de payer. Vu ce refus catégorique, les travailleurs ont demandé l'intervention des autorités policières de la commune de Cocody. Ces dernières, déjà plusieurs fois complices des patrons, vont carrément envoyer les travailleurs balader. C'est au sortir de l'une des rencontres avec le "chef de district" que les travailleurs mécontents du verdict et surtout de la position partisane de ce dernier, vont dans la précipitation et de manière improvisée, retenir des personnes. Une fois les faits accomplis, les patrons vont ameuter toutes les forces de l'ordre avec un prétexte fallacieux. Sachant bien que c'est devant leur obstination à refuser de payer l'argent que les travailleurs ont agi ainsi, ils vont mentir en faisant croire aux gendarmes que ce sont des "assaillants" qui ont kidnappé deux de leurs

employés de bureau pour une rançon de 300 millions. La nuit du même jour, des travailleurs au nombre de trois, seront enlevés sur leur lit par la gendarmerie avec la complicité de la direction. Le lendemain, 80 autres travailleurs seront arrêtés. Après plus de 24 heures, 68 personnes gardées à la préfecture de police seront libérées mais les 15 autres considérés comme les instigateurs seront toujours gardés. Ils vont être enfermés, 7 jours pour certains et 8 jours pour d'autres. Ils n'auront leur liberté qu'une fois devant le parquet qui a constaté la légèreté et la complicité de la police dans cette affaire.

Les mensonges crapuleux De la direction

La direction avait fait appel à la brigade de recherche de la gendarmerie. Elle a menti à la gendarmerie en taxant les travailleurs de "rebelles" qui auraient kidnappé deux de leurs employés de bureau pour une rançon de 300 millions de Fcfa. Le même soir la gendarmerie va enlever trois travailleurs nuitamment. Ils seront frappés, torturés pendant toute la nuit. L'un a eu le dos déchiré à plusieurs endroits par des coups de ceinturon. L'autre aura les deux pieds enflés parce qu'écrasés constamment par les coups de bottes pendant toute la nuit. Le troisième dit avoir reçu 250 coups de matraque. En plus de la torture, la police gardera 15 des travailleurs considérés comme les instigateurs qu'ils traitèrent comme des criminels. Partagés dans deux cellules, 7 d'un côté et 8 de l'autre, ils passeront plus d'une semaine avant d'être libérés par les gens du parquet.

L'état au service des riches

Les travailleurs de Rosiers avaient pris la précaution d'informer les commissariats de police de la commune, le préfet de police et même le chef de district de Cocody. Seul ce dernier a organisé une rencontre, mais comme toujours, il s'est rangé dans le camp des patrons. Il a fait entendre aux travailleurs qu'il n'est pas de son autorité de dire aux patrons de payer l'argent. Révoltés de ses propos, les travailleurs ont fini par faire ce qu'ils ont fait. Mais là, le chef de district, le commissaire du

18^{ème} et même la présidence de la république ont répondu présent à l'appel du patronat. Ils ont tous démontré leur loyauté à l'égard des riches et des puissants. Ils ont trouvé qu'il y avait une "injustice" et qu'il était de leur devoir de rétablir la justice, en coffrant les travailleurs.

Ils n'ont pas ménagé leurs efforts, ni lésiné sur les moyens pour mater les travailleurs, jusqu'à aller chercher les travailleurs dans leur lit à une heure tardive de la nuit. Malgré cela, ou plutôt, à cause de cela, la détermination des travailleurs est intacte.

ENRÔLEMENT DE 3000 JEUNES : ALERTE AUX "ZINZIN-BAHEFOUE" BIS !

3000 jeunes gens sont actuellement en formation pour une durée de un mois, en vue de venir renforcer le potentiel humain de l'armée. Leur service durera 18 mois, après quoi ils devront être démobilisés.

Cela ressemble affreusement à un passé fort récent. On se souvient encore que le défunt général Guei, en son temps, avait fait appel à deux contingents de 750 personnes pour asseoir son pouvoir. C'est la démobilisation de ces contingents, les "zinzin" et les "bahefoué" qui avait mis le feu aux poudres et a entraîné le pays dans la situation actuelle.

Aujourd'hui ce sont 3000 jeunes qui sont en formation. On sait dans quelles conditions, comment et sur quelles bases leur recrutement a été fait. Si ce n'est pas le même président qui

demeure encore au pouvoir, on voit d'ici ce que représentera, pour le nouveau président, la démobilisation de ces 3000 soldats. Même si c'est le président actuel qui est toujours au pouvoir le danger ne serait toujours pas écarté. Avec le chômage ambiant, on voit mal ces jeunes se laisser remettre à la rue par "patriotisme" ou pour les beaux yeux de qui que se soit.

Les hommes au pouvoir sont assez conscients de tous ces dangers. Mais, pour eux, ce qui compte, c'est leur maintien au pouvoir aujourd'hui. Si pour cela ils doivent préparer un avenir explosif, où ils risquent d'entraîner toute la population, cela leur est bien égal. De toute façon, si la situation pourrit trop, ils pourront toujours trouver refuge sous des cieux plus cléments et diriger de là-bas le massacre de la population par leurs strapontins interposés.

L E U R S O C I E T E

ATTECOUBE "MOSSIKRO": LES FORCES DE L'ORDRE TERRORISENT ET DÉVALISENT LES HABITANTS

Dans la nuit du mercredi à jeudi 16 janvier, les forces de l'ordre toutes unités confondues ont débarqué dans notre quartier. Pendant une heure et demie, ces gens ont tiré des coups de fusil à travers les artères du quartier. Ce geste avait pour but de nous terroriser d'abord, avant qu'ils ne passent à leur salle besogne. Ils ont commencé à nous réveiller et ceux qui n'ouvraient pas vite leur porte, la voyaient se fracasser sous

la pression des coups de bottes. Une fois à l'intérieur, ils exigeaient de nous des sommes allant de 5000F à 10.000Fcfa. D'autres sont allés même plus loin en fouillant toute la maison pour mettre la main sur tout ce qu'ils trouvaient de luxueux.

Après leur forfait qui a pris fin vers 5 heures du matin, ils ont tout de suite disparu des lieux.

FOUILLES POLICIÈRES: EXACTIONS ET RACKET EN TOUTE IMPUNITÉ !

Depuis le début de la crise que vit la Côte d'Ivoire, les descentes des "forces de l'ordre" dans les bidonvilles et quartiers précaires se multiplient sous le prétexte de chercher des armes. Ces fouilles, en plus d'entraîner bastonnades et arrestations, sont aussi l'occasion pour les soldats de se faire argent et cellulaires.

C'est ainsi que dans la nuit du 18 au 19 décembre dernier, des soldats au nombre de 800 ont encerclé les quartiers précaires de Williamsville et d'Attécoubé de 4h à 8h du matin. Bien

entendu, aucune arme n'a été trouvée! Mais ça a été une autre occasion pour eux de faire main basse sur l'argent et les cellulaires arrachés aux habitants. Les ministres de tutelle restent muets devant ces agissements. Et qui ne dit mot consent!

Les brutes galonnées récidivent! Cette semaine encore, la prétendue attaque contre la base aérienne de Port-Bouët, le mardi dernier, a été l'occasion pour elles de battre et arrêter plusieurs habitants du quartier précaire "Aérocana". Inadmissible!

DÉGUERPISSEMENT DU PLATEAU: LE MAIRE PENSE-T-IL AUX MOINS NANTIS?

Depuis le 6 janvier le maire du plateau a procédé au déguerpissement de tous ceux qui s'adonnaient aux activités du secteur informel dans sa commune. Des taxis "woro-woro" aux "cabines cellulaires" en passant par les vendeurs ambulants et autres cireurs de chaussures, personne n'échappe au zèle des 180 agents formés spécialement pour la cause.

Cette mesure est absurde et asociale, surtout maintenant où un chômage chronique pousse de plus en plus de personnes vers le secteur informel. Cela l'est encore plus quand on sait que, le maire n'a pas fait suivre cette décision de mesures d'accompagnement. Ce n'est pas en proscrivant du jour au lendemain le secteur informel que ce maire en viendra à bout. Au plus, sa nouvelle brigade, en plus des agents de la mairie et de la police, ne servira qu'à rançonner les commerçants et ceux qui exercent dans le secteur informel.

Au fond ce n'est pas un souci de salubrité et de sécurité qui anime monsieur le maire et son conseil. Ils sont plus intéressés par la publicité qu'ils se sont faite par cette campagne et les quelques places de brigadiers qu'ils auront trouvé à leurs protégés. Va savoir aussi s'ils ne sont pas derrière la société qui a formé et emploie les brigades de surveillance, cela justifierait, pour eux, en espèce sonnante, une telle décision. Car pour sûr, cette décision ne peut point mettre un terme au secteur informel. Les petites gens poussées par la misère s'y essayeront toujours et d'autres petites gens y trouveront des services à la hauteur de leur bourse. Le maire le sait fort très bien, mais il cherche à plaire à ses amis les propriétaires de grands magasins, de gros restaurants et de chaînes de taxis compteurs, qui voient très mal le secteur informel prendre de plus en plus de terrains. Alors pour les satisfaire le maire préfère rendre la vie dure à ceux qui osent inquiéter son électorat argenté.

CRISE EN CÔTE D'IVOIRE: LE SORT DES PATRONS INQUIÈTE BIEN PLUS LE GOUVERNEMENT !

Le lundi 13 janvier dernier, le ministre de l'économie et des finances rencontrait les opérateurs économiques pour, dit-il, voir ce que le gouvernement peut faire pour eux après la crise. Les patrons se sont empressés de se plaindre de leur sort et de réclamer des mesures pour maintenant.

Cette crise a certes fait baisser les énormes bénéfices que réalisent les patrons. Mais il n'y a pas de commune mesure avec ce que vivent les travailleurs, premières victimes de cette crise. Licenciements, chômage technique ou souvent réduction des salaires, voilà le lot quotidien des

L E U R S O C I E T E

travailleurs! Leur pouvoir d'achat a considérablement baissé et la flambée des prix fait que trouver de quoi manger est une rude bataille.

On peut compter sur le gouvernement, actuel ou remanié, pour faire payer le coût de cette guerre aux travailleurs! Déjà, le gouvernement prévoit de supprimer les augmentations de salaires promises pour cette année!

Quant aux patrons, ils ont assez

profité lorsque les temps étaient meilleurs! Si actuellement ça va moins bien pour leurs profits, ils pourraient prélever sur les bénéfices engrangés à l'époque des vaches grasses pour régler les salaires.

Pourtant, nul doute que les largesses des hommes du pouvoir ne leur feront pas défaut, sous forme de dégrèvements et d'exonérations de taxes de toutes sortes!

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS SE DÉGRADE AVEC LA CRISE !

La crise que vit la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 et le couvre-feu instauré depuis, sont devenus un prétexte utilisé par les entreprises pour imposer de nouvelles conditions de travail. Par exemple, Filtisac fait dormir ses employés à l'usine même, sans qu'aucun aménagement ne soit effectué. Les travailleurs de la Sotra, entreprise liée à l'Etat, n'ont pas échappé à la règle. Ils sont tenus de passer la nuit dans les

centres de bus pour reprendre le service très tôt.

Et cela sans que des primes spéciales pour ces désagréments leurs soient versées.

Mais à la Sotra, les travailleurs, malgré les sacrifices consentis, ont eu la mauvaise surprise de ne pas recevoir leur "*gratification*" de fin d'année. Cela les a même poussé à menacer de faire la grève si cette affaire n'est pas réglée! Affaire à suivre...

PRIÈRE DE RÉGLER LES SALAIRES DES ENSEIGNANTS !

Les enseignants des écoles privées catholiques du diocèse de Yopougon qui comptent 215 enseignants et regroupent 35 établissements sont en grève illimitée. Ils réclament le paiement de leur salaire de novembre et décembre dernier.

Le 8 janvier, ils avaient organisé un sit-in. Le directeur leur avait, à cet effet, promis de leur verser un mois de salaire. Rien n'a été fait, d'où la grève.

Les écoles privées généralement versent un salaire de misère à leurs enseignants. Sans compter que les vacances ne sont pas rémunérées. Si en plus ils ne sont pas payés! Les enseignants auraient-ils compris que dans ce bas monde, seule la grève et la mobilisation peuvent faire reculer les hommes du bon dieu, eux, qui prônent ici bas la pauvreté comme moyen d'entrer au paradis mais qui n'hésitent pas à s'enrichir sur leur dos!

NON A LA GUERRE IMPÉRIALISTE CONTRE L'IRAK !
--

Tout semble indiquer que les dirigeants impérialistes américains s'acheminent tout droit vers le déclenchement d'une nouvelle guerre contre l'Irak après celle qui a ensanglanté ce pays en 1991. Plusieurs dizaines de milliers de soldats américains sont déjà acheminés aux portes de l'Irak, au Koweït, en Arabie Saoudite, au Yémen, etc.; de même que tout un arsenal militaire et des engins de mort sophistiqués. Des bateaux porte-avions sont déjà en route ou stationnés non de l'Irak et prêts à bombarder dès que Bush l'aura décidé, sous la couverture de l'ONU ou pas. Au total, les Etats Unis comptent sur la mobilisation de 250.000 soldats auxquels vont s'ajouter les quelques milliers d'Anglais et de Français que Blair et Chirac s'appêtent à aligner.

La guerre qui se prépare est une guerre de brigandage impérialiste même si Bush et ses acolytes prétendent qu'il s'agit pour eux d'établir un régime démocratique à la place de la dictature de Saddam Hussein. Ce que vit le peuple irakien est en réalité le dernier de leur souci. Car s'ils se préoccupaient vraiment de son sort ils n'auraient pas imposé un embargo criminel sur l'Irak depuis dix ans, causant la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes, surtout des enfants. Ce ne sont ni les dirigeants irakiens ni les possédants qui ont souffert de cet embargo mais le petit peuple qui

manque de tout à commencer par les médicaments dans les hôpitaux. Les dirigeants et ceux qui ont de l'argent se débrouillent pour continuer à vivre dans le luxe alors que la majorité de la population souffre de toutes sortes de pénuries de denrées de première nécessité.

Selon un rapport confidentiel de l'ONU, si la guerre est déclenchée le nombre de victime pourrait s'élever à 500.000. C'est donc froidement que les dirigeants impérialistes, sous la bannière de Bush, s'appêtent à faire passer par pertes et profits des centaines de milliers de vies humaines.

Saddam Hussein sera peut-être éliminé, évincé ou contraint à l'exil, mais la dictature en Irak demeurera car les Etats Unis s'appêtent à reprendre le même appareil d'Etat avec d'anciens complices de Saddam Hussein devenus soudainement des opposants pour se porter candidats à la faveur d'un régime plus fidèle à l'impérialisme. L'objectif pour les Etats Unis et pour l'ensemble des dirigeants de l'impérialisme est d'installer en Irak un régime à leur solde à l'instar des autres dictatures du Moyen Orient pour permettre aux trusts pétroliers d'exploiter et de piller en toute tranquillité les richesses dont regorgent le sous-sol de cette région. Tout le reste n'est que du blabla pour tromper leur propre opinion publique.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.